

Par e-mail : [https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/06/02/pascal-canfin-a-entendre-certains-grandes-entreprises-l-action-climatique-c-est-bien-mais-surtout-pour-les-autres\\_6128710\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/06/02/pascal-canfin-a-entendre-certains-grandes-entreprises-l-action-climatique-c-est-bien-mais-surtout-pour-les-autres_6128710_3232.html)

## Pascal Canfin : « A entendre certaines grandes entreprises, l'action climatique, c'est bien... mais surtout pour les autres »

**Pascal Canfin**

Président de la commission environnement du Parlement européen

Des textes décisifs du « paquet climat » qui doivent être mis aux votes les 7 et 8 juin au Parlement européen font l'objet d'un lobbying hostile de la part de plusieurs industriels, dénonce le président de la commission environnement du Parlement européen, dans une **tribune** au « Monde ».

Publié le 02 juin 2022

Nous votons en plénière du Parlement européen, les 7 et 8 juin, des textes-clés du paquet climat européen qui doit nous permettre d'atteindre la neutralité carbone en 2050. C'est un vote historique, car, aux mêmes dates, nous changeons les règles sur le marché du carbone, nous mettons en place la « taxe carbone aux frontières », nous mettons fin à la vente de voitures non « zéro émission » de CO<sub>2</sub> en 2035, etc. Ces textes décisifs pour le Pacte vert [*Green Deal*] européen et pour notre avenir font l'objet d'un lobbying intense des entreprises. Et je constate que, derrière des discours très favorables à l'action climatique, quand il faut entrer dans le dur des changements de règles du jeu, certaines entreprises – pas toutes, j'insiste sur ce point – lancent une offensive anticlimat.

Par exemple, l'association Eurofer, qui regroupe les 34 principaux producteurs d'acier en Europe, dont ArcelorMittal, demande aux députés européens de ne pas soutenir la proposition de la Commission européenne consistant à annuler les crédits carbone qui sont aujourd'hui trop nombreux sur le marché du carbone (le « *rebasing* », en jargon technique). Or, la Commission a montré que, sans cette mesure, nous n'avons aucune chance de tenir les engagements de réduction de CO<sub>2</sub> de l'industrie européenne et de les aligner avec l'accord de Paris. Autre exemple, BMW essaie de torpiller la règle de 100 % de voitures neuves zéro émission de CO<sub>2</sub> en 2035 et veut instaurer un système d'achat de crédits carbone qui permettrait de continuer à mettre des véhicules thermiques sur le marché. Un véritable « permis de polluer », alors que nous avons d'ores et déjà une technologie zéro émission de CO<sub>2</sub> pour les batteries.

A entendre ces entreprises, l'action climatique, c'est bien... mais surtout pour les autres. Et si nous additionnons toutes les demandes de ces lobbys, nous n'avons aucune chance d'atteindre l'objectif que nous nous sommes fixé dans la loi « climat » européenne, [à savoir réduire nos émissions d'au moins 55 % d'ici à 2030](#). Or, il est de notre responsabilité d'élus européens de voter les moyens nécessaires à l'atteinte de cet objectif. Sinon, nous nous payons de mots.

## Un lobbying conservateur

Heureusement, ce lobbying anticlimat est contrebalancé par celui, plus rare mais bienvenu, de certaines entreprises en faveur de dispositions ambitieuses. A titre d'exemple, citons Tesla, Volvo, Ford et Volkswagen, qui soutiennent la fin de la vente des véhicules thermiques en 2035 au plus tard. Ou encore les énergéticiens décarbonés comme le portugais EDP, l'espagnol Iberdrola ou le français EDF, qui soutiennent une réforme du marché du carbone européen encore plus ambitieuse que ce que propose la Commission européenne.

Je porte, depuis le Parlement européen, une transition écologique juste et attentive aux enjeux industriels et de compétitivité. C'est d'ailleurs pour cela que nous nous sommes battus – et avons gagné – pour [la mise en place d'une taxe carbone aux frontières](#). Mais, nous le savons tous, lutter contre le dérèglement climatique implique de changer nos modèles économiques rapidement. C'est pourquoi, lorsqu'une entreprise fait un lobbying intense contre une mesure proclimat, elle devrait s'obliger à faire une autre proposition qui atteint le même objectif de réduction de CO<sub>2</sub>. Nous aurions alors un débat légitime sur les meilleurs moyens pour arriver à nos fins, et non un lobbying conservateur qui, mis bout à bout, ruine nos efforts pour préserver un monde à moins de 2 degrés de réchauffement.

Dans la dernière ligne droite avant les votes historiques des 7 et 8 juin au Parlement européen, j'invite chaque grand patron à demander à ses équipes de mettre fin à tout lobbying anticlimat si son entreprise n'est pas capable de proposer une solution équivalente en matière d'ambition de réduction de CO<sub>2</sub>. Défendre les intérêts de son entreprise est légitime. Mais le faire tout en sachant que cela revient à mettre le Green Deal et notre avenir en danger est irresponsable.

**Pascal Canfin** est eurodéputé (Renew), est président de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire du Parlement européen.

Pascal Canfin(Président de la commission environnement du Parlement européen)